

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Parent: Monsieur le Président, je félicite le député de Kenora—Rainy River (M. Nault) de son discours et des recherches approfondies qu'il a faites pour le préparer.

Le député a parlé des nombreuses hausses d'impôt qui, selon lui, sont injustes.

Je crois qu'il a dit que, dans ce budget, les riches sociétés paient beaucoup moins que leur juste part et ce sont les particuliers qui portent tout le fardeau. Ma question comporte deux volets. D'abord, peut-être que le député pourrait m'expliquer pourquoi les grandes sociétés réussissent à ne pas payer leur juste part alors que les Canadiens à revenu moyen subissent constamment des hausses d'impôt.

Le député a mentionné quelque chose au sujet du prix de l'essence dans le nord de l'Ontario. Je suis scandalisé de penser que l'essence peut coûter 61 cents le litre dans la circonscription du député. Selon lui, comment pourrait-on s'y prendre pour baisser ces prix élevés de façon à ce qu'ils soient partagés plus équitablement entre tous les Canadiens? J'aimerais que le député réponde à ces deux questions.

M. Nault: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses questions.

Contrairement à ce que pensent les ministériels, nous, les députés de l'opposition, croyons que le déficit doit être réduit. Nous croyons que cela peut se faire, mais il faut le faire de façon juste et équitable. L'un des problèmes que pose ce budget selon nous, c'est que, encore une fois, ce sont les Canadiens à revenu faible ou moyen qui portent tout le fardeau.

Si les députés veulent des statistiques, je peux leur en donner: 1,3 million de ceux qui gagnent moins de 25 000\$ ont été imposés dans le dernier budget. Sur un total de 8,3 millions de ménages, seulement 600 000 gagnaient plus de 100 000\$ par année. Cela montre bien que le gouvernement conservateur a atteint son objectif. Il a laissé les riches s'en tirer indemnes et a passé le fardeau du déficit aux Canadiens à revenu faible ou moyen.

Je crois très fermement qu'il faut réduire le déficit. Mes électeurs n'ont pas arrêté de me dire depuis six mois que s'il est quelque chose que nous devons faire durant les quatre prochaines années, c'est bien réduire ce défi-

cit, mais il faut que cela se fasse d'une façon juste et équitable. Je ne vois rien de tel avec ce budget.

A propos de la taxe sur l'essence, j'ai écrit il y a quelques mois au ministre des Finances (M. Wilson) pour lui expliquer en détail les problèmes que nous éprouvons dans la région de Kenora—Rainy River. Différentes stations-service fermaient leurs portes dans les localités situées près de la frontière parce que les consommateurs—nous ne pouvons les en blâmer—allaient acheter de l'essence meilleur marché du côté américain. Il est bien connu que les consommateurs économisent ainsi 10\$ sur un plein d'essence. En homme d'esprit impartial, je puis comprendre que des consommateurs aillent aux États-Unis pour acheter de l'essence. Mais les Canadiens qui vivent le long de la frontière se trouvent essentiellement à subventionner la construction des routes américaines.

• (1530)

J'ai dit au ministre qu'il serait sage de réduire le montant de la taxe sur l'essence dans les régions qui connaissent des problèmes de développement régional, au nombre desquelles se range évidemment celle de Kenora—Rainy River. Les habitants de Toronto crieraient sûrement au meurtre s'ils avaient à payer 61c. le litre. Nous protestons depuis longtemps au sujet du problème légitime des taxes sur l'essence, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse du ministre. Au cas où ses collaborateurs ne le lui auraient pas dit, je dirais maintenant au ministre qu'il vaudrait mieux réduire les taxes dans les régions limitrophes des États-Unis de sorte que les entreprises ne fassent pas faillite et continuent de payer des impôts au lieu de les laisser fermer et ne plus payer du tout d'impôt.

M. Fee: Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de son discours. Il ne le croira peut-être pas, mais il y a certains éléments de son discours avec lesquels j'étais d'accord. J'ai entendu assez récemment mes électeurs exprimer eux aussi bon nombre des arguments qu'il a exposés. Ils reprochaient au gouvernement de ne pas avoir suffisamment réduit les dépenses ou de ne pas s'être suffisamment attaqué au déficit, et le député n'a pas cessé de le dire dans son discours. En même temps, il n'a pas cessé de reprocher au gouvernement les réductions des dépenses qu'il a décrétées. Il ne peut avoir raison sur les deux tableaux.

Où le député voudrait-il que nous pratiquions des compressions dont nous convenons tous deux qu'elles sont nécessaires puisque que nous devons vivre dans les limites de nos moyens? On ne saurait se contenter de dire